

# **Internationalisme : le soutien pratique mené de France envers la révolution algérienne**

lundi 22 décembre 2014, par [KRIVINE Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 1er novembre 2014).

**Malgré les positions pro-coloniales ou la veulerie de toutes les grandes formations politiques et syndicales, des milliers de militants et d'intellectuels ont apporté un soutien réel à la révolution algérienne. Les mouvements ultérieurs, jusqu'à Mai 68, se sont en partie nourris de leur action.**

Dès le début de la révolution algérienne, en 1954, des dizaines de militants de gauche décidèrent d'apporter un soutien matériel au FLN, qui était vite apparu comme la force dirigeante de l'insurrection. Malgré ses faibles forces, la IV<sup>e</sup> Internationale appela ses militants et sections à participer à cette action de solidarité partout où c'était possible et nécessaire, et cela malgré le fait qu'elle connaissait les limites politiques de la direction du FLN.

Cette attitude tranchait avec celle de Lutte ouvrière (à l'époque Voie ouvrière), qui se refusait à soutenir toute direction « petite-bourgeoise », ou du Parti ouvrier indépendant (alors Organisation communiste internationaliste) qui décida de soutenir le Mouvement nationaliste algérien de Messali Hadj, qui avait une composante plus ouvrière, notamment dans l'immigration, mais irait par la suite jusqu'à la collaboration avec les colonialistes français.

Ce soutien se matérialisa par la participation de militants français aux différents réseaux qui se mirent peu à peu en place, des réseaux clandestins composés chacun de quelques individus se connaissant souvent pour des raisons de travail ou par relations amicales. C'est ainsi que se sont créés le réseau dirigé par l'ex-communiste égyptien Henri Curiel ou celui du philosophe Francis Jeanson. Un peu plus tard apparut une organisation de jeunes, Jeune Résistance, qui s'occupa essentiellement du travail au sein de l'armée.

Outre l'activité de ses militants dans ces différentes organisations, la IV<sup>e</sup> Internationale créa de toutes pièces au Maroc une usine d'armement, à quoi s'ajouta une tentative de fabrication de faux papiers et de faux billets de banque en Hollande.

En règle générale, ces initiatives regroupèrent des syndicalistes, des militants du PCF, notamment d'anciens résistants, des chrétiens de gauche, des militants de l'UNEF, du PSU ou de la gauche socialiste. Durant cette période, on vit fleurir une série de nouveaux journaux plus ou moins légaux comme *Témoignages et Documents*, *Vérité-Liberté*, *Vérités anticolonialistes*, *La Voie communiste*. La vente du petit livre d'Henri Alleg, militant du PCA torturé par les paras, *La Question*, rassembla tous ces militants.

Mais aucune grande organisation ne les soutint. Plus grave encore fut l'attitude du PCF qui, après avoir condamné le début de l'insurrection armée en 1954, puis voté en 1956 les pouvoirs spéciaux en Algérie au socialiste Guy Mollet, alla jusqu'à exclure ses militants qui faisaient de l'aide au FLN. Les militants trotskystes durent donc agir en « clandestins » par rapport à la police mais aussi aux directions du PCF, des JC ou de la CGT quand ils en étaient membres.

## **Différentes formes du soutien**

Quelques milliers de personnes participèrent ainsi, d'une façon ou d'une autre, aux activités de soutien au FLN. Mais qu'est ce que cela signifiait concrètement ?

D'abord, il s'agissait de transporter en Suisse les fonds collectés par le FLN en France, ainsi que d'aider au transport de militants algériens. Pour cela, des militants s'installaient sur les trottoirs parisiens ou sur de grandes routes et devaient faire un geste particulier au passage de la voiture, pour indiquer si la voie était libre ou s'il y avait un barrage de police. Une autre activité consistait à aider des prisonniers à s'évader de prison. Pour aider à cette tâche, des camarades avaient pris des photos à partir d'avions de tourisme volant au-dessus des prisons ; le survol de Paris étant interdit, cela obligeait à certaines acrobaties. Pendant ce temps, d'autres (de préférence des couples) se planquaient la nuit sur les talus autour de prisons, comme celle de Fresnes, pour relever l'heure de passage et de changement des gardes.

Citons encore le cas de deux dirigeants trotskystes, Michel Raptis et Sal Santen, arrêtés en Hollande en juin 1960 pour avoir mis sur pied une fabrique de faux passeports et faux billets. Mais comme signalé plus haut, la solidarité pouvait aller plus loin avec la création au Maroc d'une usine fabriquant des mortiers, des grenades et des fusils mitrailleurs ; une usine clandestine connue uniquement de quelques dirigeants du FLN et où ne travaillaient que des ouvriers spécialisés, tous militants de la IV<sup>e</sup> Internationale et sélectionnés pour leur savoir-faire sur plusieurs continents.

Il faut enfin mentionner l'activité en direction de l'armée. Déjà l'année 1955 avait connu les premières manifestations spontanées de soldats refusant de partir en Algérie. Ce fut le cas à la gare de Paris-Lyon ou à la caserne Richepanse de Rouen, le gouvernement Edgar Faure ayant autorisé l'envoi en Algérie de « rappelés » qui venaient de terminer leur service militaire. En 1956, c'est le gouvernement du socialiste Guy Mollet qui faisait voter par le parlement (PCF compris) des « pouvoirs spéciaux » lui permettant notamment de « rappeler » à son tour des jeunes qui venaient de faire leur service militaire. Mais lâché malheureusement par toute la gauche, ce mouvement devait s'effriter.

### **Jeune Résistance**

C'est dans ces conditions qu'apparut Jeune Résistance (JR), animée en partie par des militants trotskystes du Parti communiste internationaliste, notamment des jeunes encore membres de l'Union des étudiants communistes. Cette organisation, qui compta plusieurs centaines de membres, se donnait pour tâche de faire de la propagande contre la guerre au sein de l'armée, d'organiser les désertions notamment vers la Suisse et de bloquer spectaculairement les trains de soldats qui partaient pour Marseille. L'action consistait en général à stopper le train, avec la complicité de cheminots, devant un mur où JR avait fait des inscriptions contre la guerre, ses militants en profitant pour monter dans le train et distribuer des tracts aux soldats. En général, la radio rendait compte régulièrement de ces blocages.

En septembre 1960 parut le fameux « Manifeste des 121 », qui apportait un soutien clair à la révolution algérienne, en se déclarant solidaire des civils et des militaires qui s'opposaient à cette guerre, y compris de façon illégale. Cet appel signé par des intellectuels et artistes très connus, dont Jean Paul Sartre, constitua un bol d'air pour tous les résistants à la guerre, en même temps qu'il déclencha une forte vague de répression. Une série de signataires furent licenciés de leur travail et interdits de médias. Plusieurs militants furent arrêtés et passèrent des mois voire des années en prison.

Le soutien à la révolution algérienne permit de politiser toute une génération, que l'on retrouva

ensuite dans la lutte contre l'OAS avec la création, contre la volonté du PCF, du Front universitaire antifasciste, dans la formation d'une opposition de gauche au sein de l'UEC puis dans la direction du grand mouvement de Mai 68. C'est en partie dans ce milieu que s'organisa le lancement de la JCR, puis de la LCR à l'origine de la fondation du NPA.

**Alain Krivine**

---

**P.-S.**

\* « En France, le soutien pratique à la révolution algérienne ». \* Paru dans la Revue L'Anticapitaliste n°59 (novembre 2014). <http://www.npa2009.org/>